

# LE POUVOIR ENCHAINÉ

---

---

La crise de la gouvernance politique est au cœur des problèmes politiques contemporains et est susceptible d'interprétations diverses : à l'heure où les différentes forces politiques belges s'apprêtent à vivre une période de campagne électorale et de négociations, le livre d'Alain Eraly, *Le pouvoir enchainé: être ministre en Belgique*<sup>1</sup>, vient questionner la manière de voir le débat politique comme un débat d'idées, qui porte sur le développement de la société et du monde. Et si c'étaient les nécessités des organisations, des partis, des hommes et des femmes politiques qui expliquaient les modes de fonctionnement de la société politique plutôt que l'approche idéologique? Et si c'étaient les stratégies des acteurs qui permettaient d'en appréhender la part implicite à partir de leur volonté de conquérir le pouvoir et de reproduire leurs positions? N'est-ce pas davantage à partir de là que peut se lire la crise de la gouvernance politique, dans une société pilarisée comme la nôtre? En partant du « comment cela se passe » plutôt que du « pourquoi ».

---

PAR POL ZIMMER

Le livre d'Alain Eraly est l'occasion de s'interroger sur les modes de fonctionnement de la société politique à un moment où l'imminence de la campagne électorale, dans un premier temps pour les élections fédérales et dans un second temps, pour les élections régionales, risque de signifier pendant plus d'un an et demi un rétrécissement de la réflexion politique sur les seuls enjeux stratégiques des différents partis, derrière les querelles idéologiques.

---

<sup>1</sup> Alain Eraly, *Le pouvoir enchainé: être ministre en Belgique*, éditions Labor, coll. « La Noria », Bruxelles, date 2002.

Mais ce rétrécissement du débat n'est peut-être qu'une apparence : les campagnes électorales sont aussi un moment où les partis réaffirment ce qu'ils signifient en termes de liens sociaux et en tant qu'organisation ; c'est aussi le temps où se mesure d'autant mieux toute l'importance de la participation au pouvoir, que celle-ci va être remise en jeu, avec tout ce que cela signifie.

L'ardeur développée pour la campagne est, certes, signe de la volonté d'agir, mais est également, pour les diverses forces politiques, qui sont aussi des organisations humaines, trop humaines, l'indice de l'importance accordée à la possibilité d'avoir accès aux moyens qu'octroie le pouvoir politique.

## SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS ET ANTHROPOLOGIE

L'approche d'Alain Eraly, nourrie de sociologie des organisations et d'anthropologie, tente de dévoiler cette part refoulée mais si fondamentale de la politique, en s'appuyant notamment sur son expérience de chef de cabinet, de 1995 à 1998, du ministre Hervé Hasquin alors ministre de la Région de Bruxelles-Capitale et président du collège de la Commission communautaire française. L'expérience d'autres acteurs politiques — anciens ministres, directeurs ou membres de cabinets ministériels, fonctionnaires, etc. — a aussi été mobilisée pour définir et, finalement, conforter le propos.

L'ouvrage est donc à la croisée de l'expérience empirique et d'une approche conceptuelle du politique peu usuelle, en tout cas, en Belgique.

En ce sens, cet essai constitue un ouvrage rare, et une bouffée d'air frais dans l'univers de croyance, et donc d'obéissance, qu'est trop souvent la vie politique : « De l'air, de l'air dans cette officine où cela sent la morale », comme disait Nietzsche.

Eraly ose, en effet, une tentative d'explication novatrice des comportements et des modalités de fonctionnement de la vie politique. Les cabinets ministériels, par la concentration des enjeux et des jeux, peuvent être considérés comme un miroir grossissant de l'univers de la politique et de certaines de ses principales caractéristiques. En suivant Alain Eraly, on se trouve très loin des légitimations habituelles, parfois terroristes et souvent refoulantes, que l'on y entend habituellement.

Ce qui est intéressant dans *Le pouvoir enchainé*, c'est notamment la tentative très « satisfaisante » de symbolisation de la part apparemment irrationnelle voire régressive de certains comportements des acteurs politiques relevés, ici dans le quotidien de la vie des cabinets. « Satisfaisante » au sens où Wittgenstein disait qu'une explication « satisfaisante » est une explication qui nous « apaise », parce qu'elle fait apparaître plausible un sens ou une logique que, jusque-là, nous n'avions pu nommer ou voir aussi clairement, quand bien même nous la pressentions.

Mais reprenons, d'abord, les choses par le début et ne conférons pas aux propos de l'auteur une prétention à l'universel qu'ils ne réclament pas.

## LA POLITIQUE OU LES DONNS ET CONTRE-DONNS

Résumer un livre revient à le trahir un peu. Disons plus positivement que c'est surtout affirmer un certain usage des concepts qu'il met en place et, grâce à lui, se fabriquer une paire de lunettes pour observer la réalité. De manière globale, le propos de l'auteur est que la crise de la gouvernance publique ne se réduit en aucune manière à la crise de l'administration publique, mais qu'elle « incorpore » une crise de la gouvernance proprement politique, au sens plein de celle-ci. Pour lire cette crise, deux univers conceptuels distincts, la sociologie des organisations et l'anthropologie, sont mobilisés pour nous faire percevoir ce qui se joue comme représentation sur la scène politique.

On peut synthétiser, certes de manière trop concise, sa réflexion sur le pouvoir politique en Belgique à partir de l'articulation de trois concepts clés, à savoir, respectivement, les notions de *ressources politiques*, de *réseaux* ainsi que le paradigme du *don et du contre-don*, emprunté à l'anthropologie, plus particulièrement à Marcel Mauss.

Si le pouvoir est enchaîné, c'est parce qu'il est au cœur d'un régime d'interdépendances qu'il ne parvient plus à réguler, singulièrement en Belgique, mais qui davantage sans doute le régule. L'homme et la femme politique participent à la décision plus qu'ils ne décident réellement : « La décision émerge de l'entrelacement des influences et l'acteur politique n'est plus, à proprement parler, celui qui prend la décision, seulement celui qui trempe dans le processus de la décision et qui accepte finalement de l'assumer publiquement — ou d'en reporter la responsabilité sur d'autres. »

L'interdépendance est, quasi par nature, au centre du pouvoir politique comme du lien social ; la situation institutionnelle spécifique de la Belgique renforce la lisibilité de cette affirmation par l'enchevêtrement parfois peu cohérent des compétences qu'elle produit et les dysfonctionnements ainsi constatés.

Pour comprendre l'ampleur de la crise, il faut sans doute avoir recours à une approche à la croisée de l'expérience concrète et d'univers conceptuels qui permettent de décoder les jeux politiques à partir d'autres paramètres que les intentions, les objectifs et les conflits sur les visions du monde et de la société portées par l'approche idéologique.

*Les ressources politiques se développent...*

Pour conquérir le pouvoir, et s'y maintenir, l'homme et la femme politiques doivent maximiser leurs ressources politiques, ou leurs points d'appui : une partie importante de leurs activités se trouve dévolue à cette tâche essentielle. « La politique, de ce point de vue, recouvre l'ensemble des pratiques visant à se faire aimer<sup>2</sup>, c'est-à-dire à accumuler et contrôler les ressources du pouvoir politique. »

<sup>2</sup> Aimer, utilisé en clin d'œil par l'auteur, pour A.I.M.E.R. où A est utilisé pour Adhésion interne, I pour ressources Interpersonnelles, M pour ressources Médiatiques, E pour Enracinement local et R pour ressources de Représentation : voir page 27 du livre d'Alain Eraly.

Mais qu'est ce qu'une ressource politique? « C'est pouvoir tirer avantage d'une dépendance des partenaires à son égard » pour fortifier sa position. On voit à partir de là, toute l'importance de développer des stratégies productrices de captifs et de débiteurs et d'en gérer le portefeuille.

Dans sa volonté de systématiser, Alain Eraly distingue cinq ressources politiques, dont les trois premières concernent la force électorale de l'individu et les deux dernières sa position au sein du parti: les ressources de l'enracinement local ou le produit du « travail de proximité »; les ressources médiatiques, dont la somme représente l'image publique de l'acteur politique à travers les divers médias; les ressources de représentation ou l'identité plus particulière (ou groupe d'intérêts) — Région, commune, mouvement, corporation, voire thématiques — qu'il privilégie pour asseoir sa différence mais surtout sa position; les ressources d'adhésion interne ou celles provenant de sa popularité interne au sein de son parti; les ressources interpersonnelles plus diffuses, qui font qu'il appartient au « premier cercle » et qu'il est en vue, par exemple, auprès de la direction du parti mais plus généralement vis-à-vis des divers réseaux de pouvoir qui structurent la société belge.

L'expérience professionnelle est bien sûr incluse dans cette typologie établie par l'auteur, « au triple sens d'une compréhension des règles du jeu, d'une capacité à capitaliser des ressources et à les utiliser à bon escient et, enfin, de l'acquisition de la résistance nerveuse indispensable pour s'investir dans les jeux de pouvoir sans s'épuiser ni se détruire ».

Par ailleurs, les qualités personnelles jouent, mais seulement dans la mesure où elles peuvent se transformer en ressources politiques.

Ces cinq types de ressources politiques constituent autant de foyers d'attention que tout acteur politique se doit d'entretenir et qu'il doit investir s'il entend « peser » sur les décisions et donc aussi sur son avenir. Le monde politique, en effet, participe aussi au marché de l'emploi, de manière inégale cependant pour les différentes forces politiques en présence: ce que les analyses, qui valorisent essentiellement l'idéologie pour en comprendre les dynamiques, oublie trop souvent.

*... dans une logique de réseaux...*

Cette nécessité d'entretien des ressources politiques demande d'autant plus d'énergie et d'attention que nous ne sommes plus à l'époque du triomphe de l'organisation pyramidale à la hiérarchie lisible et bien identifiée, mais sommes entrés, depuis un certain temps déjà, dans l'ère des réseaux. Pour banal qu'il soit aujourd'hui, l'usage de la notion de « réseau » est ici doublement signifiant.

En premier lieu, il vient surmultiplier les tâches concrètes que recouvre la nécessité d'entretien des ressources politiques: chacun des cinq types de ressources politiques est lui-même à la croisée de réseaux plus ou moins denses, au sens où « un réseau est un ensemble largement informel de relations entre acteurs, chacun pouvant rentrer en contact avec les autres sans devoir passer par un organe central ». La centralité dans les réseaux est une

dimension fondamentale du pouvoir des acteurs politiques : savoir, c'est pouvoir et, dans un univers décisionnel complexe car fragmenté comme le nôtre, les ressources interpersonnelles, que matérialisent les réseaux, sont cruciales.

Ensuite, Alain Eraly distingue, sur un autre plan, les notions de « réseau d'allégeance » et de « réseau de notabilité » : les premiers lient des personnes en situation de loyauté explicite, de soutien affiché ou de dette à honorer — d'une certaine manière, les « obligés » — et les seconds des personnes affranchies de l'allégeance que relie l'estime, le respect, la proximité idéologique et sans doute, de manière plus générale, le sentiment, diffus mais assuré, de participer à l'élite de la société — c'est en quelque sorte le groupe des « pairs » de ceux qui y ont accès.

« Un des leitmotifs de l'ascension politique est donc bien celui-ci : élargir constamment son réseau d'allégeance et son réseau de notabilité, devenir un nœud important entre un maximum d'acteurs influents, éviter comme la peste d'être rejeté en périphérie. » Ces deux types de réseaux ont leur économie propre et constituent des espaces différents du point de vue des stratégies à y développer et de ce qui s'y joue : sans doute peut-on penser qu'une des fonctions des « réseaux de notabilité » est, pour ceux qui y ont accès, de permettre de recréer et d'amplifier les conditions de la reproduction de leurs réseaux d'allégeance.

Ces derniers sont plus spécifiques à chaque homme ou femme politique et à chaque parti. La multiplication et le développement de nombreux réseaux d'allégeance constitueraient, en quelque sorte, l'accumulation primitive, ou l'économie restreinte, qui permettra d'avoir accès aux réseaux de notabilité et à l'ouverture plus large qu'ils signifient.

### *... à partir de dons et de contre-dons*

Ce qui est au cœur du fonctionnement des réseaux, c'est le don au sens où Marcel Mauss a indiqué que le lien social est fondé sur un triple geste : donner, recevoir et rendre. Dans la vision utilisée ici<sup>3</sup>, le don oblige le donataire : rares sont ceux et celles qui résistent.

Dans l'univers politique, le don n'est pas occasionnel, il est quasi permanent : donner des noms de personnes intéressées ou intéressantes, donner des informations confidentielles, donner de son temps, voire se donner : « Quant au défaut de réciprocité, il ne fait pas du receveur un débiteur, pas même un traître, mais un ingrat. Si comme je l'ai souligné, le monde poli-

---

<sup>3</sup> Récemment un ouvrage fort intéressant de Marcel Hénaff, *Le prix de la vérité : le don, l'argent, la philosophie* (éditions du Seuil, 2001) a présenté une autre interprétation du don. Donner, c'est d'abord se montrer, se présenter et s'ouvrir à une économie de la reconnaissance mutuelle davantage que créer un lien de dépendance. « L'anthropologie de la corruption » évoquée par M. Hénaff dans le numéro de la revue *Esprit* de février 2002 est dès lors davantage, elle qui a aussi le don en son centre, l'approche de l'organisation de rapport entre pairs qui font serment plutôt que la mise en place d'une « économie de la dépendance ». Pour reprendre, les catégories d'Alain Eraly, la corruption se jouerait dans les « réseaux de notabilité » et peu dans les réseaux d'allégeance.

tique est à ce point dominé par cette question de l'ingratitude, c'est bien parce qu'il est fondé sur la logique du don », même si « il est crucial que les stratégies fondées sur le don respectent au moins l'apparence du désintéressement ». « Le donateur ne peut exiger une réciprocité sans souiller en quelque sorte le don qu'il a fait », même s'il n'en espère ou n'en pense généralement pas moins. L'implicite doit cependant toujours l'emporter : on reste dans un espace où la séduction, et l'indécision qui l'accompagne, peut jouer.

*... pour aboutir à la perte de légitimité de l'action politique*

Une autre caractéristique conjointe des réseaux et des dons, relevée par l'auteur, est la nécessité de leur entretien fréquent, si pas constant : ne pas entretenir les réseaux, c'est risquer d'y perdre sa position proche de la centralité et d'être, dans ce cas-ci, relégué en périphérie de réseau. Ne pas maintenir la logique du don, c'est risquer de se le faire reprocher et de perdre des débiteurs : de perdre donc, en réalité, tout le bénéfice de la dynamique entamée.

L'agenda devient un révélateur clé : l'urgence le dispute continuellement à l'organisation plus rationnelle du travail et de la prise de décision. Une grande condition physique s'impose pour quiconque entreprend ce jeu périlleux auquel il apparaît difficile de renoncer une fois la dynamique enclenchée, sauf à faire définitivement défection ou à accepter d'être en bout de réseau.

On comprend que cette accumulation sans cesse recommencée d'échanges épuise et les acteurs et la légitimité de leur action, car l'entretien des réseaux l'emporte sur toute autre forme de rationalité<sup>4</sup> : analysée ainsi, la politique se formule très loin des codes pratiqués par les structures classiques de pouvoir que constituent les partis, mais tout aussi loin des problèmes des usagers ou des citoyens.

« La logique de réseau finit par dissoudre le pouvoir... En théorie, les réseaux permettent d'associer une multiplicité d'acteurs à la décision ; en réalité, ils entraînent des formes de dépendance et d'inertie qui font naître chez certains acteurs politiques la tentation du fait accompli. La logique du réseau court-circuite la logique hiérarchique, donc aussi la logique partisane... Elle transperce les cloisons des partis, des instances, des niveaux de pouvoir, des idéologies pour relier entre eux les décideurs. Passer d'une logique à l'autre, c'est littéralement changer de comportement : autorité et appartenance d'un côté, influence et réciprocité de l'autre. Pour finir la décision en réseau souffre d'un déficit irrémédiable de légitimité. »

Pour compenser cette perte de légitimité, voire de sens, la tentation est très forte chez la plupart des acteurs politiques de surenchérir dans la représentation de l'action politique soit par la surmédiatisation de celle-ci, soit par le développement de toute une série de processus de participation qui sont autant de foyers de légitimation de l'action et qui aboutissent parfois à la

---

<sup>4</sup> Comme l'avoue un ancien directeur d'un cabinet ministériel wallon cité aux pages 259 et 260 : « À la fin, j'étais partout et je découvrais que je n'étais plus nulle part. »

paralyser et à la rendre impuissante, soit encore par une déclaration de disponibilité aux citoyens qui, sous couvert de proximité attentive voire quasi fusionnelle, cache mal l'absence de perspectives.

## DU MICROSCOPIQUE AU MACROSOCIAL

On se reportera, bien entendu, à la lecture complète de l'ouvrage pour avoir une vision plus complète et affinée des propos d'Alain Eraly, qui s'est servi de son expérience de chef de cabinet comme d'un révélateur des mécanismes qui semblent conférer, parfois ou souvent selon les cas, une dose importante d'irrationalité au processus de décision politique et singulièrement à la vie des cabinets ministériels. Et ainsi nous fournir une approche plus organique et moins idéologique du politique, loin des catéchismes de toute obédience en tout cas. Ce qui, en Belgique, est plutôt rafraichissant.

On peut ressortir cependant de la lecture avec l'impression que l'auteur s'est arrêté à mi-chemin: en effet, l'approche développée reste surtout microscopique et se concentre fortement sur l'interprétation des rapports interpersonnels qui prévalent en politique alors qu'on peut penser que certains paradigmes utilisés, singulièrement les notions de « dons et contredons » ainsi que celles de « réseaux d'allégeance et de notabilité », pourraient trouver des champs de signification plus vastes encore dans l'explication des modes de comportement entre groupes sociaux.

Sans doute faut-il parfois aller au-delà de la pensée d'un auteur en s'appuyant sur ses propos pour embrasser l'ampleur de ceux-ci. Car on peut penser qu'en construisant sa réflexion sur le microscopique et en la faisant fonctionner surtout pour comprendre les liens interpersonnels qui se tissent dans le quotidien de la vie des cabinets ministériels et des acteurs politiques, Alain Eraly a mis en place une grille de lecture susceptible d'étendre son ambition à l'interprétation de l'organisation des rapports entre les acteurs sociaux de la vie politique que sont les partis, l'administration publique sous ses différentes formes, la société civile, le secteur privé et, de manière plus générale, les groupes de pression.

En effet, les concepts mis en place permettent certes de donner sens au fonctionnement quotidien de la vie politique, mais sans doute peut-on les faire fructifier ailleurs, dans la manière dont ils permettent de lire les liens qui se jouent entre les groupes sociaux concernés par les jeux du pouvoir politique.

## POUR UNE TYPOLOGIE DES CLIENTÉLISMES

Il est clair que les développements de « réseaux d'allégeance » et de « réseaux de notabilité », modalisés par la dynamique des dons et contredons, peuvent être le ferment d'une réflexion sur ce que l'on pourrait appeler une typologie des clientélismes en politique.

La question pourrait s'affiner et devenir celle-ci: quels usages les différentes forces politiques font-elles de leur participation au pouvoir — et de l'accès aux moyens législatifs et financiers que cela signifie — pour bénéficier, et

faire bénéficier, des différents avantages que cela peut représenter — et ce, afin, notamment, de reproduire leur électorat et donc leur occupation du pouvoir? Comment les différentes forces politiques développent-elles leurs réseaux d'allégeance, qui sont sans doute très différenciés, et leurs réseaux de notabilité à partir de leur participation au pouvoir?

Non découplés de l'idéologie, les développements de la sphère publique, de la société civile et de l'espace laissé libre au marché, induits par les choix de politique, peuvent aussi se relire sous cette grille de lecture.

Et c'est là toute la merveilleuse ambiguïté de la politique que de permettre à la fois l'affirmation de la poursuite d'objectifs qui se présentent sous la forme de la défense de l'intérêt général et de permettre, dans ses modalités de réalisation, de conforter les réseaux d'allégeance et de notabilité de l'acteur politique qui l'impulse.

Une fois de plus, la nécessité d'une lecture plurielle s'impose car, si on ne peut résumer l'action politique ou le débat public aux actions de lotissement de la société par les différents acteurs en concurrence, il faut constater cependant qu'il s'agit là d'un niveau nécessaire pour éclairer bien des débats, des conflits, des décisions et des dysfonctionnements: c'est, sans doute, souvent davantage sur ces enjeux, plutôt que sur les enjeux idéologiques, que les véritables tensions ou crises s'affirment: quand s'affirme le risque d'une redistribution des moyens d'entretien des réseaux, principalement, d'allégeance; les réseaux de notabilité semblent davantage partagés.

Sans doute est-il hasardeux de définir le cahier des charges de ce que pourrait être la définition d'une « typologie des clientélismes », néanmoins on peut penser que celui-ci devrait à tout le moins intégrer les éléments suivants parmi ceux qu'il entendrait répertorier: d'une part, identifier, selon les forces politiques concernées, les univers clés dans lesquels elles développent leurs réseaux d'allégeance et leurs réseaux de notabilité: ensemble ou partie du secteur privé, de l'administration publique, de la société civile, etc. D'autre part, identifier en les distinguant les modalités utilisées pour développer les réseaux, à savoir, par exemple, la dépense publique ou la dépense fiscale, les politiques d'emploi public ou privé, les développements de tel ou tel segment de la sécurité sociale, les législations contraignantes ou laxistes selon les secteurs ou les acteurs concernés, etc. Enfin, les secteurs de compétence privilégiés par les différentes forces politiques, à partir desquelles elles vont pouvoir agir, en sachant que les acteurs politiques dominants ont plus de capacité de choix que les acteurs, en état d'infériorité dans les rapports de force politiques.

L'examen des différents partis politiques à partir de cette esquisse de grille de lecture permettrait sans doute de mieux comprendre le développement des stratégies de ces acteurs et sans doute de constater l'usage très différencié que les partis au pouvoir font des ressources auxquelles cela donne accès: certains, par exemple, privilégient la dépense publique et, d'autres, la dépense fiscale, certes en fonction de leur approche idéologique des problèmes de société, mais aussi par ce que ces modalités résonnent de manière proche par rapport aux réseaux différents qu'ils souhaitent maintenir ou développer.



## LA PLURALITÉ D'INTERPRÉTATIONS DE LA CRISE DE LA GOUVERNANCE POLITIQUE

Le livre d'Alain Eraly s'inscrit dans un courant de réflexion assez peu développé en Belgique. Son intérêt est de nous faire toucher la dimension organique du politique, à savoir ce mouvement où se jouent, de manière solidaire, tant la décision et l'action politique que la formulation de liens sociaux formalisés à partir des notions de dons et de contre-dons, qui sont au cœur de nombreuses approches théoriques du lien social.

S'il y a crise de la gouvernance publique, c'est parce qu'il y a crise de la gouvernance politique et d'une certaine manière parce que la dimension organique du politique crée un tel enchevêtrement de relations, dans un univers institutionnel très spécifique chez nous, que le pouvoir et ses acteurs se rendent eux-mêmes impuissants: le diagnostic est d'autant plus crédible qu'il évoque la société politique très pilarisée qui est la nôtre, à savoir celle d'un pays caractérisé par un État faible, extrêmement complexe et fragmenté, en face d'une société civile très développée et lotie.

On fera deux réflexions à ce sujet: d'abord, les conclusions de l'auteur, et l'avènement d'une nouvelle forme de gouvernance qu'elles réclament de vive voix, apparaissent singulièrement détachées de la substance du livre qui a consisté à énoncer les raisons de la difficulté du pouvoir politique de décider et d'agir, et donc de bien gouverner. Cela ne doit pas empêcher la volonté de changement, mais le livre est surtout le recensement des conditions défavorables à ces évolutions vers un « mieux gouverner ».

Cette approche d'une meilleure gouvernance est sous-jacente, sans doute, dans le mode d'approche de ceux qui souhaitent « pas plus, mais mieux d'État » ou encore qui veulent remettre « le citoyen au centre des politiques ». Mais il est vrai qu'on ne voit pas bien ce qui ferait basculer tous les acteurs, dans un mouvement unique ou en tout cas solidaire et relativement contemporain, vers une meilleure gouvernance qui semble, à priori, peu propice, par les exigences qu'elle pourrait formuler, aux jeux nécessaires à la reproduction de leur pouvoir: des changements de génération d'hommes et de femmes politiques? Des nécessités d'un autre niveau de pouvoir comme le niveau européen, par exemple? La conscience claire et radicale de la nécessité de changement vu le niveau et l'intensité des dysfonctionnements? Une coalition hasardeuse, mais bienvenue, de certaines ou de l'ensemble de ces raisons?

Peut-être finalement la nécessité de se créer une nouvelle légitimité, plus adaptée, et en tout cas d'en revêtir les appareils sans nécessairement en rencontrer, à terme, les ambitions démocratiques: autant prendre l'initiative, le risque est ici aussi que, comme ailleurs, la représentation de l'agir politique prévale sur sa matérialisation.

La deuxième réflexion mériterait sans doute davantage de développements: disons ici qu'un certain nombre de thèmes — pensons ainsi, sans doute de manière ethnocentrique, à la mondialisation, au développement des risques naturels ou non, à l'ampleur des questions liées à l'écologie politique ou aux

développements des sciences et des technologies, etc. — et d'ouvrages produits ces dernières années viennent sans doute démontrer, par-delà leur propos spécifique, que le formalisme démocratique tel qu'il existe aujourd'hui est le produit de la régulation politique d'une question sociale essentielle : la volonté d'affirmer la participation de tous et, après, de toutes, à la décision politique donc au débat sur la répartition et l'affectation des ressources entre groupes sociaux.

C'est aussi ce qui fait, sans doute, que la démocratie a été, jusqu'ici, davantage un résultat qu'une intention et qu'elle s'est rarement pensée comme technique de gouvernement : si la démocratie existe dans un certain nombre de pays et régions du monde, c'est parce que des forces antagonistes se sont obligées mutuellement à se parler afin de parvenir à gérer de manière pacifique la violence qui semble inhérente aux sociétés humaines, en tout cas au partage des ressources.

N'est-on pas en train d'assister, sans en percevoir toutes les conséquences, à un basculement des paradigmes qui ont jusqu'ici balisé la formulation de la démocratie telle qu'elle s'est affirmée à nous ?

La question de la mondialisation est exemplaire à cet égard, mais aussi la plus lisible : il y a une inadéquation reconnue entre les structures politiques actuelles et la manière dont se développent l'économie mondiale et tous les flux — de populations, financiers, de biens, de services, de droits et non-droits, etc. — qu'elle produit.

Mais d'autres foyers sont aussi actifs et participent à cette redéfinition potentielle : nous en citerons ici trois<sup>5</sup>, parmi d'autres, sans prétendre bien entendu en épuiser l'exhaustivité.

La caractéristique commune à ces trois approches est sans doute de faire chacune signe, à partir d'angles d'attaque différents, vers une démocratie réflexive, à savoir consciente de son concept, des modalités historiques de ses matérialisations, de l'évolution de l'environnement dans lequel elle s'exprime et des facteurs influençant ses développements.

La première approche consiste à prendre acte que la démocratie a en quelque sorte existé, jusqu'ici, sans intention homogène des acteurs : si elle a existé, c'est comme arbitrage et espace produit entre des visions quasi totalitaires du monde. Pour cette approche, le phénomène post-totalitaire est le point aveugle actuel des démocraties européennes qui doivent accepter l'ambivalence de leur histoire et tirer les leçons du XX<sup>e</sup> siècle : les logiques manichéennes et l'illusion de la table rase sont à oublier. Une série de conditions historiques ont créé les conditions de la démocratie sans que les acteurs politiques n'aient renoncé à leur vieux rêve de volonté d'hégémonie partielle, voire complète. Il est temps de changer de registre et de

---

<sup>5</sup> Citons, ainsi et par exemple, Jean-Pierre Le Goff, *La démocratie post-totalitaire* (éd. La Découverte, 2002) ; Bruno Latour, *Politiques de la nature : comment faire entrer les sciences en démocratie* (éd. La Découverte, 1999) et Ulrich Beck, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité* (éd. Albin Michel, 2001).

tirer les leçons de l'histoire : le vieux rêve est un cauchemar. La démocratie s'est surtout préoccupée de questions sociales jusqu'ici, et son développement et celui de l'État providence ont été une des modalités de solution de ces questions.

La deuxième approche est bien illustrée dans ses formulations récentes à travers le livre d'Ulrich Beck et consiste à considérer que la démocratie est une technique de gouvernement plus opérationnelle que les autres par la lutte contre l'entropie qu'elle peut signifier, d'autant que les problèmes à rencontrer évoluent : à gérer la société, autant le faire en toute connaissance de cause et en prenant acte des problèmes que l'ensemble de celle-ci nous renvoie. On en arrive ainsi à se figurer une démocratie réflexive<sup>6</sup> dont la gestion des risques constitue une des sources de développement et de vitalité : désormais la démocratie est arrivée à un stade quasi adulte et parvient à se penser comme telle ; elle n'est en tout cas plus monopolisée par le débat sur le partage des ressources. D'autres problèmes nous attendent — la gestion des risques — qui suggèrent la mise en place d'une dynamique de prospective, tant en termes de problématiques que de modalités d'organisation de la démocratie : « Les institutions sont amenées à se transformer et à devenir davantage réflexives, c'est-à-dire capables de se questionner et de se modifier en permanence pour rester en phase avec les exigences du monde [...] en quelque sorte, le monde politique est amené à dépasser le système représentatif actuel, ainsi que l'expertise technocratique et s'ouvrir davantage aux débats avec la société civile [...] de nouvelles formes d'acteurs collectifs émergent » ; Beck qualifie ces mouvements de « subpolitiques » dans le sens où leurs adhérents ne militent pas dans les cadres politiques industriels. Les acteurs collectifs émergents se fondent effectivement moins sur des consciences collectives que sur l'association de consciences individuelles plus autonomes, l'association d'individus réflexifs.

La troisième approche est proche de la deuxième mais sans doute en formalise et en systématise-t-elle un aspect particulier : elle acte l'affirmation d'une série de nouveaux enjeux contemporains, liés pour l'essentiel aux développements de la science et de l'appréhension écologique des problèmes, et affirme la nécessité pour la démocratie d'en tenir davantage compte et de créer les conditions d'une bonne délibération en la matière. Comment faire entrer les sciences en démocratie et comment mettre en place de nouvelles institutions démocratiques avec la participation de nouveaux acteurs et l'organisation de nouvelles procédures ? Cette approche entend systématiser, d'une autre manière, les leçons à tirer d'une série de crises récentes qui ont conforté notre entrée dans la « société du risque » mais qui ont aussi concerné des problématiques nouvelles et scientifiquement complexes du point de vue des acteurs politiques : crise du sang contaminé, vache folle, problème d'amiante, problèmes à la croisée des sciences et de l'éthique, etc. Les acteurs politiques sont confrontés à de nouvelles problématiques, qui non seulement changent le rapport à la nature et à l'humain, mais qui surtout suggèrent la mise en

---

<sup>6</sup> Voir à ce sujet l'excellent article de J.-Fr. Cauchie et de H.-O. Hubert dans le numéro de juillet-août 2002 de *La Revue nouvelle* : « La société du risque : balises ».

place de nouvelles procédures démocratiques pour les gérer de manière opérationnelle et satisfaisante du point de vue de la pluralité d'opinions qu'est une société.

Voilà trois approches, trop vite abordées ici, qui se nourrissent plutôt de philosophie politique et qui indiquent d'autres champs de réflexion, eu égard à la crise de la gouvernance politique. Elles complètent et enrichissent les enjeux déjà relevés dans la réflexion d'Alain Eraly, tout en se situant sur des plans différents. Sans doute est-ce par leur confrontation que l'acteur politique pourra approcher, en lien avec les acteurs et les problématiques concernées, une gouvernance politique adaptée aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle.

### LA TRANSPARENCE AU CENTRE DES DÉBATS

Au cœur de ces différentes approches, la notion de « transparence » occupe une place centrale, qui ne l'exonère cependant pas d'une série d'ambivalences sans doute très modernes: la transparence est souvent appelée au secours de l'affaiblissement de la démocratie; et un consensus fort, mais implicite, semble exister, pour dire que plus de transparence permettra de mieux gouverner.

On terminera par deux réflexions à ce sujet, qui indiquent des limites à cette notion à partir des confusions qu'elle peut induire.

Il est évident que la notion de transparence est à l'œuvre dans la notion de « démocratie réflexive », car celle-ci signale l'intérêt d'une démocratie, donc d'une société, quasi transparente à elle-même. Sans doute le propos doit-il être davantage affiné, car la transparence n'est pas une garantie en soi et plusieurs dérives actuelles, médiatiques notamment, peuvent s'en réclamer: comme le dit très justement Alain Eraly, « ce que je crois qui est nouveau, c'est l'insistance médiatique sur l'intimité, le fait qu'on cherche la "vérité" de l'homme au-delà de ses discours, de sa fonction, de ses réalisations. Cette fallacieuse découverte de l'"homme" derrière le "personnage" est une des facettes de la dépolitisation ».

L'horizon de ce type de transparence, c'est ce que la revue *De l'air* a très bien mis en évidence dans son numéro de juillet-août 2002 et son dossier intitulé « Corps et âme, tout doit être nu: ce qu'exhiber veut dire ».

Lorsque l'on examine une série d'évolutions récentes dans les presses écrite, radiophonique ou télévisuelle, on en arrive au concept d'« extimité »: l'intimité est littéralement mise en public, n'est donc plus intimité, et le corps est de moins en moins ce qui sépare l'intime du public. Si l'appel à la transparence vise à attirer le jugement politique du côté de la morale ou du moralisme, on n'en voit pas l'intérêt. Cet usage de la transparence joue, en effet, aujourd'hui dans la confusion active entre l'espace public et l'espace privé: la politique est réévaluée à partir de critères qui n'ont plus rien à voir avec elle. La transparence n'a sans doute de l'intérêt que pour autant qu'elle consolide qualitativement les termes politiques du débat public, le reste concerne soit la morale, et non l'éthique, soit la production d'une nouvelle légitimité politique hasardeusement affublée de vertus imméritées.

Si la transparence joue dans le sens d'une fusion grégaire, d'un règne du même et d'un dévoiement des critères de jugement, elle est inintéressante; si elle joue dans le sens d'une meilleure appréhension politique des différences et des enjeux qui y sont liés, alors elle a une fonction positive et active — mais il convient de circonscrire les espaces que l'on souhaite la voir concerner. Car, sans doute, une société ne peut devenir absolument transparente à elle-même et la séparation de l'État et de la société est fondatrice: leur contradiction doit demeurer, elle est le garant de la démocratie qui n'a rien à voir avec la fusion, ou avec le même, mais avec les différences.

Par ailleurs, on peut se demander, avec Bruno Latour, si vouloir la transparence absolue, ce n'est pas vouloir la mort du politique qui « est une transmutation extraordinaire de la multitude en unité et de l'unité en multitude, à l'aller par la représentation, au retour par l'obéissance. Cette métamorphose complexe ne peut pas se faire dans la transparence, car la politique suppose au contraire une sorte de cuisine, un touillage, une courbure continue, une trahison ». La transparence absolue ne laisse plus de place pour le politique, qui est aussi arrangement entre personnes et entre groupes.

L'appréhension anthropologique du politique telle qu'Alain Eraly l'a développée dans son ouvrage permet aussi de penser la difficulté de parvenir à cette plus grande transparence, derrière laquelle se cache peut-être non pas un rêve, mais un cauchemar.

Les merveilles des alpages gardent leur statut...

*Pol Zimmer*

Pol Zimmer est sociologue et fonctionnaire à la Société du logement de la Région bruxelloise où il dirige le service d'études. Il travaille sur les problématiques de la Région, et de l'habitat plus particulièrement.